

RAPPORT EXÉCUTIF

Série de webinaires

Femmes en mouvement en Amérique latine, dans la Caraïbe et en Europe

Institut des Amériques

Agence française de développement

Fondation EU-LAC

(Union Européenne - Amérique Latine et Caraïbes)

Coordination scientifique

Lissell QUIROZ

6, 13 et 27 novembre 2020

dans le cadre la Semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes

Séance 1

S'organiser au féminin

6 novembre 2020

Coordination scientifique :

Lissell QUIROZ

Professeure en études latino-américaines à CY Cergy Paris Université

Cette première séance du webinaire « Femmes en mouvement » cherchait à mettre en lumière la capacité d'action des femmes. Quatre projets d'ordre socio-politique, économique et scientifique mis en place entre l'Amérique latine et la France ont été présentés à cette occasion. Sont ainsi intervenues Paula Forteza, députée de la deuxième circonscription des Françaises et Français de l'étranger, Diariatou Kebe, fondatrice et présidente de l'association Divéka (Diversité & Kids), Nancy Matos, Professeure associée de marketing à ESAN (Pérou) et Présidente du Comité Académique CLADEA, et Diana Rodríguez Franco, Secrétaire aux femmes du district de Bogota (Mairie de Bogota, Colombie). Le webinaire décliné en trois temps (interventions, échanges entre les intervenantes et questions/réponses avec le public) a été réalisé en français et en espagnol.

Paula FORTEZA

Députée de la deuxième circonscription des Françaises et Français de l'étranger

Paula Forteza est intervenue en premier lieu sur la place des femmes en politique en France. En effet, on observe de nombreuses avancées en termes de participation au sein des sphères du pouvoir en France avec une augmentation des postes à responsabilité occupés par des femmes, notamment depuis le début du quinquennat où le nombre de postes de députées est passé de 27 % à 40 %. Il existe toutefois un plafond de verre, les postes les plus stratégiques (présidents des partis, ministres, ministères régaliens, etc.) étant occupés majoritairement par des hommes.

Dans le monde, seulement 4 % des parlementaires sont des femmes. Toutefois, l'Amérique latine se situe en bonne position au niveau international. Cinq pays figurent dans le groupe des dix premiers pays disposant du nombre de femmes le plus élevé dans les parlements (Cuba, Bolivie, Mexique, Costa Rica, Nicaragua), devant la France située à la dix-septième place. Selon Paula Forteza, il existe des solutions pour remédier à ce faible taux de participation en France, comme élaborer des politiques de parité plus strictes, avancer sur le partage des tâches ménagères, mettre en place des logiques de coprésidence et de partage des responsabilités, rompre avec la division genrée des affaires destinées aux hommes (finances, lois, affaires internationales, régaliennes) et celles destinées aux femmes (affaires sociales, culture, famille, écologie).

En politique, Paula Forteza relève une prise de parole moindre chez les femmes qui ont intégré un manque de légitimité, alors que l'on observe chez les hommes une tendance à monopoliser la parole et à couper celle de leurs homologues féminines. Dans les médias, Paula Forteza soulève que seulement 18 % des personnes invitées à prendre la parole aux horaires de grande écoute à la radio sont des femmes. Pour pallier cela, Paula Forteza propose une collaboration au niveau européen avec certains alliés masculins comme dans le cas de l'initiative « No Women No Panel » qui consiste à refuser d'intervenir dans des événements de participation exclusivement masculine.

La députée dénote l'existence d'un sexisme ordinaire très présent dans le milieu politique. Le commentaire « tu te débrouilles bien pour une femme » est très fréquent. Selon Paula Forteza, les femmes

doivent s'organiser afin de rendre visible ce genre de paroles et d'actes. Elle propose différentes solutions telles que la création de *girls-clubs* pour contrecarrer la logique des *boys-clubs*, de réseaux d'entraide et de soutien mutuel entre femmes, et surtout préconise de faire preuve d'humour pour délégitimer les comportements sexistes.

La question de la représentativité est un enjeu clef dans la lutte pour l'égalité femmes-hommes car les femmes sont à la pointe de nombreux combats dont certains sont partagés avec l'Amérique latine comme la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Paula Forteza a souligné l'apport des féministes latino-américaines dans la troisième vague du féminisme, avec le mouvement « Ni una menos » ou encore le concept de féminicide qui n'avait pas d'existence juridique en France il y a encore un an. Pour la députée, la France et l'Amérique latine doivent avancer main dans la main dans la défense des droits sexuels et reproductifs tels que le droit à l'IVG dans de nombreux pays latino-américains ou encore sur des questions telles que l'accès aux soins, le congé paternité et l'égalité de salaires.

Diariatou KEBE

Présidente et fondatrice de l'association Divéka (Diversité & Kids)

Diariatou Kebe est intervenue pour présenter les actions de Divéka, une association militant pour l'élargissement de la représentation de la diversité dans les productions culturelles destinées au jeune public en France. L'association propose des événements tels que des rencontres d'auteur.e.s ou encore des ateliers sur le thème de l'esclavage. En parallèle, l'association réalise une étude sur la place de la diversité dans la littérature jeunesse en France et propose une grille d'évaluation des productions culturelles autour des questions de race, de classe, de genre, d'âge et de handicap.

Selon une étude réalisée aux États-Unis en 2018, 50 % des personnages présents dans la littérature jeunesse sont des personnages blancs et masculins ; les personnages d'origine asiatique, latino-américaine ou encore afro-américaine étant moins représentés que les animaux et objets inanimés. Cependant, on observe une légère amélioration car, en 2015, 70 % des ouvrages ne contenaient que des personnages masculins blancs. De la même façon, excepté dans la littérature africaine ou encore dans les ouvrages traitant de la question du racisme, Diariatou Kebe observe que la représentation des enfants non-blancs ne va pas de soi dans la littérature jeunesse française et que le sexisme est également très présent.

C'est à partir d'une expérience personnelle et à la suite de la naissance de son fils il y a dix ans que Diariatou Kebe prend conscience de ce phénomène, ne trouvant pas d'ouvrage avec des personnages ressemblant à son fils. Aujourd'hui, bien que la diversité soit beaucoup mieux représentée dans la littérature jeunesse française, la question est encore loin d'être résolue. D'autre part, les productions mettant en avant la diversité et – bien qu'il y ait un marché et une importante demande – les livres afrocaribéens restent introuvables en grande surface. L'ouvrage *Comme un million de papillons noirs*, qui a bénéficié d'un énorme succès, illustre ce propos. Pour remédier à cette invisibilisation, l'association D'un Livre à l'Autre, alliée de Divéka, se charge de mettre en avant les productions afro-caribéennes.

L'association Divéka a également élaboré une grille d'évaluation avec l'objectif de lutter contre les préjugés racistes et les clichés au sein de la littérature jeunesse, l'imaginaire colonial étant encore fortement ancré. Cette observation pose des questions d'ordre éducatif et éthique, ces matériaux se retrouvant par la suite dans les écoles et les bibliothèques. Diariatou Kebe prend comme exemple le livre *Petit oursin* sorti il y a quelques années et dans lequel la protagoniste, qui est une petite fille noire aux cheveux crépus, se fait lisser les cheveux au fer à repasser par sa mère. Pour Diariatou Kebe, il est important pour les femmes noires de lutter en faveur de l'acceptation des cheveux crépus et de sortir du canon hégémonique blanc des cheveux lisses.

La grille Divéka permet d'analyser les productions culturelles à partir du prisme de la race, du genre, de la classe, de l'âge et de la capacité, en posant certaines questions telles que « Ces personnages apparaissent-ils au premier plan ? Ces personnages ont-ils un nom ? Sont-ils décrits de façon détaillée ? ». Elle permet ainsi d'analyser les discriminations indirectes et les formes de discriminations systémiques.

Nancy MATOS

Professeure associée en marketing à l'ESAN (Pérou) et présidente du Comité académique CLADEA (Conseil latino-américain des Écoles d'administration)

Nancy Matos est intervenue au sujet d'une recherche menée en collaboration avec Luz Marina Ferro Cortés (professeure associée dans le domaine de la stratégie et de l'entrepreneuriat à Universidad de los Andes) et Florence Pinot de Villechenon (professeure associée à ESCP Business School et directrice du CERALE) sur l'entrepreneuriat innovateur féminin au Pérou, en Argentine et en Colombie. Pour ce faire, l'équipe de chercheuses a étudié cinquante-six cas d'entrepreneuses investissant dans différents domaines, non seulement dans le secteur social mais également dans des secteurs d'activité tels que les finances ou encore les sciences expérimentales, où les femmes sont traditionnellement moins présentes. La recherche s'est déroulée en trois étapes : à partir de 2013 a été réalisée une révision de la littérature autour de l'entrepreneuriat féminin ; en 2016, les chercheuses se sont intéressées à la création des projets et réseaux de collaborations des entrepreneuses, puis au processus d'internationalisation des entreprises.

Les résultats obtenus montrent que la motivation première des entrepreneuses repose sur la nécessité de transformer la société. Autrement dit, leur démarche entrepreneuriale allant au-delà d'un simple intérêt économique s'inscrit au sein d'une dynamique transformationnelle plus vaste au niveau sociétal et environnemental. Tout au long de leur carrière, les entrepreneuses acquièrent des valeurs qu'elles mettent à profit afin de transformer la société ; elles construisent ensuite leur réseau (processus de cocréation de valeur) jusqu'à parvenir à la réalisation de leur projet. Nancy Matos a par ailleurs souligné les difficultés rencontrées pour catégoriser les différents types de projets entrepreneuriaux des cas étudiés car il s'agit, pour la plupart, d'industries encore inexistantes et, par conséquent, innovantes.

Pour Nancy Matos, cette recherche scientifique doit maintenant s'ouvrir au processus de création de confiance, c'est-à-dire à la manière dont les femmes parviennent à convaincre leurs partenaires économiques pour la réalisation de leurs projets. Nancy Matos considère qu'il faut soutenir l'entrepreneuriat féminin innovant orienté vers des projets d'ordre socio-environnemental et visant à transformer la société, car ils requièrent davantage d'investissement personnel et de réseaux de collaboration. Elle insiste sur la nécessité de poursuivre les recherches sur les projets à caractère transformationnel des entrepreneuses latino-américaines et, en conclusion, partage une vidéo présentant différents projets d'entrepreneuriat innovateur féminin étudiés dans le cadre de l'enquête.

Diana RODRÍGUEZ FRANCO

Secrétaire aux femmes du district de Bogota (Mairie de Bogota, Colombie)

Diana Rodríguez Franco est intervenue au sujet des politiques publiques destinées aux femmes dans la ville de Bogota, et notamment celles mises en place durant la crise sanitaire actuelle. La période de confinement a eu comme conséquence l'augmentation des inégalités femmes-hommes (augmentation des violences faites aux femmes, de la charge de travail de *care* ; féminisation de la pauvreté). À Bogota, les mesures de confinement ont été particulièrement drastiques ; le temps consacré au travail de *care* non rémunéré (laver, repasser, prendre soin des personnes âgées, des enfants) est passé à cinq heures quotidiennes pour les femmes contre deux heures pour les hommes. Ces inégalités sont d'autant plus marquées pour les femmes vivant dans des conditions de pauvreté, n'ayant pas la possibilité de bénéficier d'employées domestiques.

Au niveau des violences faites aux femmes, il existe un hiatus entre le nombre de dénonciations faites par téléphone et le nombre de plaintes effectuées auprès des services de police. En effet, les dénonciations ont fortement augmenté durant le confinement. Or cette augmentation ne s'est pas reflétée dans le nombre de dépôts de plaintes. La mairie de Bogota a pu traiter 70 % des vingt-deux mille appels reçus ; la communication avec les femmes violentées a été effectuée par le biais de l'application WhatsApp, leur permettant ainsi de communiquer sans s'exposer. Les inégalités économiques se sont également creusées avec l'augmentation du taux de chômage touchant particulièrement les femmes et notamment celles travaillant dans le secteur informel, ne disposant, par conséquent, d'aucune sécurité de l'emploi.

Afin de répondre à ces inégalités, la mairie de Bogota a mis en place une série d'initiatives inédites, comme le Premier système latinoaméricain d'attention et de soin au niveau du District, afin de reconnaître, redistribuer et réduire le travail de *care* non rémunéré des femmes. Elle a prévu d'ouvrir des unités mobiles dans les zones les plus vulnérables avec peu d'accès aux soins et d'octroyer des programmes d'aide destinés aux femmes. Le premier espace d'accueil et de soins a été ouvert, où peuvent être reçues des personnes âgées, mineures ou tout type de personne habituellement à la charge des femmes. Un nouveau programme stratégique de sécurité (*estrategia de seguro*) a également été mis en place, permettant aux femmes violentées de se rendre dans les pharmacies, les supermarchés ou encore les stations essence pour demander de l'aide et ainsi être redirigées vers les services de police ou encore le ministère de la Femme. Des services de protection et de prévention des féminicides ont été mis en place et des équipes de travail créées, afin de trouver des solutions concrètes pour la lutte contre les violences et les inégalités femmes-hommes.

Séance 2

Genre, urbanisme et politiques publiques

13 novembre 2020

Coordination scientifique :

Diana BURGOS-VIGNA

Professeure en études latino-américaines à l'Université Paris Nanterre

Ce deuxième webinaire du colloque « Femmes en mouvement » s'intéresse à l'inclusion des femmes dans les villes européennes et latino-américaines. Diana Burgos-Vigna, coordinatrice scientifique de cette séance, souligne une double marginalisation des femmes qui se retrouvent à la fois exclues des espaces publics et des processus d'élaboration des aménagements urbains. Les villes demeurent majoritairement planifiées « par et pour les hommes ». Pour autant, il ne s'agit pas de dresser un constat fataliste mais d'exposer les stratégies des actrices et acteurs de la société civile (urbanistes, architectes, associations féministes...), car leurs propositions originales renforcent la place des femmes dans les territoires urbains. La prise en considération de la question du genre par les institutions et les organismes internationaux dans le domaine des politiques publiques poursuit alors l'objectif d'une construction de villes « plus justes et plus inclusives ». Les experts invités à participer à ce webinaire présentent des méthodes et des actions concrètes expérimentées dans leur domaine respectif pour atteindre une plus grande égalité de genre dans des contextes urbains variés, permettant ainsi un regard comparatiste Amérique latine/Europe.

Claire HANCOCK

Professeure de géographie et membre du LAB'URBA à l'Université Paris Est-Créteil

Première intervenante de cette session, Claire Hancock présente l'inscription de la problématique du genre au prisme d'une citoyenneté inclusive, à l'échelle européenne (1996) puis plus précisément française (2012) et parisienne (2016). Elle décrit les avancées réalisées dans certaines villes européennes (Vienne, Berlin, Barcelone) et note, par rapport à ces dernières, le retard de la France sur cette thématique. Au niveau national, le genre trouve aujourd'hui sa place dans le droit français : « L'État et les collectivités territoriales, ainsi que leurs établissements publics, mettent en œuvre une politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes selon une approche intégrée » (article 1, loi de 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes). Des initiatives et des projets découlent de cette volonté d'intégration des femmes, notamment la réalisation par la mairie de Paris d'un guide méthodologique ayant pour but de construire « un environnement urbain égalitaire » (2016). En parallèle de ces évolutions récentes et des efforts institutionnels fournis par les organismes européens, nationaux et locaux, Claire Hancock signale les limites de certaines politiques publiques qui, en apparence inclusives, conduiraient en réalité à perpétuer de nouvelles violences envers les femmes les plus exclues (ouvrières, migrantes, musulmanes, homosexuelles, travailleuses du sexe, etc.). Selon son analyse, si les politiques urbaines ne s'attachent qu'à une dimension sécuritaire, alors elles pourraient engendrer des déplacements de populations vulnérables, par un phénomène de gentrification des territoires, et une potentielle récupération des projets féministes par des mouvements xénophobes.

Elle préconise donc le recours à une approche intersectionnelle du genre. Selon elle, des politiques publiques inclusives exigent une définition des femmes qui ne peut se montrer exclusive (femmes blanches, de classe moyenne). Cet élargissement de la vision des femmes permettrait de les observer en tenant compte de leur diversité (ethnie, religion, classe sociale, orientation sexuelle) et de mieux répondre à leurs besoins d'intégration urbaine. En tant que coordinatrice scientifique du projet comparatif « Le(s) Pari(s) du genre », mené en partenariat avec la mairie de Paris, Claire Hancock insiste sur l'importance de ne pas circonscrire les inégalités au harcèlement de rue, car ce dernier éclipserait d'autres enjeux fondamentaux comme les travaux et les violences domestiques, les mobilités, l'accès au logement, etc. Pour penser le genre en milieu urbain, elle recommande une ouverture à des domaines d'actions qui, en France, se retrouvent bien souvent réduits à une problématique sécuritaire.

Zaida MUXÍ MARTÍNEZ

Architecte et professeure à l'École technique supérieure d'architecture de Barcelone

Zaida Muxí, deuxième intervenante de ce webinaire, utilise l'exemple de la capitale catalane pour démontrer qu'elle constitue un territoire innovant. Les politiques publiques y associent en effet le genre à l'urbanisme par une adaptation des environnements urbains depuis une perspective intersectionnelle. Dans le cas de Barcelone, ce cheminement s'est initié par le bas dans les années 1960-1970, où les femmes s'organisaient à travers les mouvements de quartiers pour faire valoir des « demandes urbaines concrètes » (parcs, garderies, amélioration des transports publics). Les politiques publiques ont accordé par la suite une attention toute particulière à la vie quotidienne en la plaçant au cœur de leur réflexion. Cette évolution s'est concrétisée par une politique du gouvernement de Catalogne dans le domaine de la transversalité et du genre, et l'activation d'un Plan pour la justice de genre (2016-2020). Les femmes restent les plus concernées par la charge des tâches domestiques. Dans le contexte espagnol, elles en effectuent 70 % et consacrent, par rapport aux hommes, deux fois plus de temps à la famille et au foyer. Les femmes étant donc les principales actrices du *care*, améliorer leur quotidien revient à reconnaître l'importance des inégalités de genre dans ce travail, en intégrant, par exemple, des services urbains visant à réduire ces inégalités.

En tant que fondatrice du réseau « Un día, una arquitecta » (« Un jour, une architecte ») et créatrice du blog Col·lectiu Punt 6, Zaida Muxí considère que « sans ces services [d'aménagements urbains inclusifs], il est impossible d'être mère et de travailler dans le monde productif ». Par une série d'exemples de travaux d'urbanisme menés à Barcelone, elle articule sa réflexion autour de la nécessité d'aménagements inclusifs qui facilitent le quotidien de toutes les populations sans distinction de genre, d'âge ou de capacité. Elle souligne l'efficacité méthodologique des démarches exploratoires et de la participation des populations dans la planification pour identifier leurs besoins spécifiques. Le développement de garderies et de crèches pour les enfants en bas âge, la construction d'aires de jeux ou l'installation de bancs pour les personnes âgées constituent des possibilités concrètes pour mieux adapter la ville aux femmes. Si l'espace est au cœur de l'urbanisme, Zaida Muxí insiste au moins autant sur l'intégration du temps de vie dans la conception des villes. Les bancs, par exemple, permettent la détente mais peuvent aussi être considérés comme un « élément d'autonomie » des personnes âgées, leur offrant la possibilité d'allonger leurs trajets quotidiens. À Barcelone, modèle européen de ville inclusive, les politiques publiques féministes ont reconnu le besoin en infrastructures douces qui ont débouché sur de nouvelles manières d'organiser la vie quotidienne des populations.

Patricia RETAMAL GARRIDO

Co-fondatrice de Ciudad Feminista et professeure d'histoire et de géographie à l'Université du Chili

La troisième intervenante, Patricia Retamal Garrido, offre une analyse de l'effervescence des mouvements féministes, réclamant leur droit à la ville, en lien avec l'actualité chilienne. Elle décrit le contexte des mouvements sociaux depuis le 18 octobre 2019, réprimés par des violences d'État, tout en insistant sur l'aggravation de la situation causée par la pandémie de la Covid-19. D'une part, le couvre-feu entraîne une continuité de l'état d'urgence et un renforcement de la militarisation des territoires. D'autre part, la

« précarisation de la vie » s'accompagne d'une visibilité d'un grand nombre de problématiques comme les inégalités territoriales, le manque d'accès au logement, à la mobilité et à la santé, ou encore l'augmentation des violences domestiques. Sans procéder à un simple constat fataliste, Patricia Retamal Garrido considère le contexte chilien comme une opportunité, une ouverture à de nouvelles propositions, une invitation à repenser les politiques publiques traditionnelles.

En effet, les mouvements sociaux ont favorisé l'approbation du changement de Constitution comme en attestent les résultats du référendum du 25 octobre 2020 où 78 % des votants se sont exprimés en faveur de ce projet. La consolidation locale des liens sociaux, l'organisation des réseaux de femmes et le réinvestissement des espaces publics pourraient constituer un terreau fertile à une évolution des politiques urbaines. À l'image des autres exemples évoqués pendant ce webinaire, les revendications entraînent un effet *bottom-up* partant des réalités du terrain, portées par les activistes féministes, pour influencer ensuite sur les politiques nationales. Par une approche intersectionnelle et une éducation populaire féministe, les actions du collectif visent le développement de processus et d'outils pédagogiques pour les femmes. Dans ce but, elles ont mené des travaux concrets sur le sentiment d'insécurité et sur la géographie de la peur dans la zone Sud de Santiago du Chili, ou encore sur la question des corps féminins dans l'espace à travers les écoles de sport, les mobilités des cyclistes, etc. Les principales demandes de Ciudad Feminista concernent les droits des femmes, le droit à la ville, à la propriété, à l'habitat digne et la promotion de territoires communs de *care* multi-générationnel. Dans le contexte latino-américain, le droit à la ville étant déjà inscrit dans la Constitution mexicaine (réformée en 2011) et prôné par les assemblées constituantes colombienne (1991) ou équatorienne (2008), la prochaine Constitution chilienne en cours de rédaction incarne les espoirs féministes d'une intégration, dans le texte final et dans les futures politiques urbaines, de ce droit pour les femmes et les enfants.

Horacio TERRAZA

Expert en développement urbain à la Banque mondiale

Le quatrième et dernier intervenant, Horacio Terraza, présente un manuel intitulé *Handbook for Gender-Inclusive Urban Planning and Design (Guide pour une conception et une planification urbaine inclusives)*, publié par cette organisation internationale au début de l'année 2020. Il fait le constat d'une exclusion systémique des femmes dans les villes du monde en termes de mobilité, de santé ou encore d'accès à la propriété, ainsi que de leur vulnérabilité aux violences domestiques et au changement climatique. Les difficultés que les femmes rencontrent pour accéder à une indépendance économique et foncière augmentent ces vulnérabilités, le droit à la terre représentant un moteur d'émancipation face aux exclusions socio-économiques des femmes. Pour Horacio Terraza, cette exclusion découle d'une division genrée du travail où les femmes occupent traditionnellement l'espace privé tandis que les hommes dominent l'espace public. En conséquence, les femmes se retrouvent écartées des prises de décisions d'aménagement car seulement 10 % d'entre elles occupent des postes de pouvoir dans les grands cabinets d'architectes mondiaux.

Au-delà de ces constats, la Banque mondiale développe des méthodes de planification inclusive, pour donner une place aux femmes dans l'espace public mais surtout intégrer leurs idées à la création des aménagements urbains. Il ne s'agit pas de concevoir la ville « comme des femmes le feraient » mais plutôt « que ce soit elles qui la conçoivent ». Ainsi, pour mieux saisir et intégrer les visions féminines, la Banque mondiale a mis en œuvre plusieurs projets aux thématiques larges en donnant aux femmes une participation active tout au long des processus d'élaboration. À Mexico (Mexique), ces ateliers ont pour objectif la récupération de la sécurité dans les transports publics, contre le harcèlement sexuel. À Vienne (Autriche), ces actions sont si avancées dans le domaine de l'espace public, des bâtiments publics, du logement et des transports, que la ville est aujourd'hui un modèle d'aménagement inclusif qui peut être exporté dans d'autres territoires. À Mendoza (Argentine), des groupes de femmes ont imaginé une place publique en fonction de leurs besoins (sentiment de sécurité, terrains de jeux pour les enfants). Pour bâtir une ville plus juste pour tous, la participation est un outil fondamental permettant aux femmes de trouver un espace où elles « se sentent légitimes à exprimer leurs besoins ». Une ville inclusive leur offrirait une meilleure accessibilité, une meilleure connexion, un système de santé qui protégerait leurs droits, et des aménagements conçus pour les situations de crise causées notamment par le changement climatique.

Séance 3

Violences contre les femmes : du constat à l'action

27 novembre 2020

Coordination scientifique :

Anne-Claire SANZ-GAVILLON

Maîtresse de conférences en études hispaniques et latino-américaines à l'Université de Rouen-Normandie

Cette troisième et dernière séance du cycle de webinaires proposait plusieurs regards sur les violences que subissent spécifiquement les femmes, avec une focale toute particulière sur les féminicides. Il s'agissait également de formuler des constats, de transmettre et partager des expériences, de présenter des formes d'actions pour lutter contre ces violences de genre. Quatre intervenantes ont participé aux discussions : Mônica Tereza Benício, élue et militante brésilienne en faveur des droits humains, activiste en faveur des causes LGBTI+ (portugais du Brésil), Priscila González Badilla, universitaire et membre de la coordination du Réseau chilien contre les violences faites aux femmes (espagnol), Frédérique Martz, directrice et co-fondatrice de l'Institut Women Safe accueillant depuis 2014 des femmes et enfants victimes de violences (français), et Patricia Mohammed, professeure émérite en études de genre et études culturelles à l'Université West Indies – UWI de Trinité-et-Tobago (anglais).

Anne-Claire Sanz-Gavillon introduit cet état des lieux comparatif des violences de genre et des mobilisations en France et dans les Amériques en insistant sur la continuité entre les différentes séances du webinaire coordonné par Lissell Quiroz. Elle a également soulevé, de manière transversale, le dynamisme, la créativité et la grande diversité des mouvements et groupes féministes qui s'organisent pour lutter contre les difficultés qu'affrontent les femmes.

Mônica BENÍCIO

Urbaniste, activiste brésilienne pour les droits humains et la cause LGBTI+, ancienne compagne de Marielle Franco (assassinée le 14 mars 2018)

Mônica Benício est devenue une référence en matière de lutte contre les inégalités et les discriminations depuis son engagement public à la suite de l'assassinat de sa compagne. À ce titre, elle a été élue le 15 novembre 2020 conseillère municipale de Rio de Janeiro. S'exprimant pour la première fois depuis sa victoire électorale et son élection, elle a rappelé ses origines – elle a grandi dans la favela de la Maré, dans la zone nord de Rio de Janeiro, d'où était également originaire Marielle Franco –, le machisme et le fondamentalisme prégnants dans la société brésilienne et l'importance du combat contre le gouvernement de Jair Bolsonaro. Elle évoque le taux extrêmement élevé de féminicides que connaît le Brésil (le 5^e pays au monde pour le taux de féminicides), dans un contexte politique marqué par le discours haineux, misogyne, raciste et dangereux du Président. Après l'assassinat de sa compagne – une femme noire, féministe, lesbienne, de gauche et originaire d'une favela –, crime resté impuni, elle a trouvé des forces pour mener un combat politique contre la violence raciste et machiste au Brésil. Elle s'est exprimée sur les politiques publiques à mettre en place, liées notamment au droit à l'avortement qui devrait être garanti par les pouvoirs publics, et au projet de société à construire en partenariat avec la communauté internationale.

Cette dimension globale lui semble fondamentale, pour un féminisme antiraciste, anticapitaliste, soucieux de l'environnement, en lutte contre la transphobie, qui protège le corps de toutes les femmes. Revenant sur l'assassinat de Marielle Franco, elle a rappelé que les commanditaires du crime n'ont toujours pas été identifiés, que la symbolique de cet acte barbare est immense et lui confère une dimension globale qui dépasse les statistiques : il s'agit de parler de vraies politiques contre les féminicides, et de la démocratie au Brésil. Dans un contexte dramatique de lutte contre la Covid-19, elle a insisté sur sa propre responsabilité à l'échelle du territoire, au sein d'un conseil municipal très masculin, fondamentaliste, machiste, dans lequel les débats concernant la vie des femmes, leur droit de circuler librement et en sécurité dans un espace public éclairé et protecteur, de prendre sans danger les transports publics, sont très souvent ignorés. Pour elle, « il ne suffit pas d'être une femme, il faut être une femme engagée et féministe », et elle compte bien le prouver pendant son mandat.

Priscila GONZÁLEZ BADILLA

Membre de la coordination nationale du Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres, professeure adjointe à l'Université Bernardo O'Higgins au Chili, spécialiste des violences faites aux femmes dans le Chili contemporain

Priscila González Badilla a entamé sa prise de parole par un bref état des lieux de la situation chilienne en rappelant l'importance des mobilisations de la dernière décennie et du mouvement social d'octobre 2019 au Chili, le référendum de 2020 pour changer la Constitution qui datait de la dictature de Pinochet, mais également les mouvements étudiants des années 2010-2011 contre les politiques néo-libérales, et enfin le mouvement féministe universitaire de 2018. La chercheuse et militante a ensuite abordé la question des violences de genre, en rappelant que le Chili ne les considère pas de manière intégrale et holistique : le dispositif légal, très segmenté, ne propose pas de prise en charge globale, mais aborde de manière séparée violence de rue, violence familiale, violence au travail. Les dispositifs sont largement insuffisants, malgré quelques progrès. La répression de 2019 a montré le caractère genré et sexuel des violences de l'État, qui s'exercent également dans les domaines de l'accès aux soins et du pouvoir judiciaire.

Pour les mouvements féministes, la définition des violences contre les femmes est bien différente de celle proposée par l'État : en effet, la théorie féministe chilienne insiste sur les liens profonds entre le patriarcat, le capitalisme et le racisme, luttant ainsi contre une exploitation et une oppression des corps marginalisés et colonisés, notamment ceux des communautés mapuches dans le sud du Chili.

L'intervenante a ensuite présenté les enjeux et actions de la Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres (Réseau chilien contre les violences faites aux femmes), combattues à tous les niveaux de la société. L'un des enjeux pour le réseau est l'élaboration de politiques publiques concertées, couplée à une amélioration drastique du système judiciaire. Le collectif travaille également à la prévention des violences, en faisant la promotion d'actions de sensibilisation comme la campagne « Le machisme tue », la diffusion de programmes radiophoniques, l'utilisation des réseaux sociaux, la promotion d'événements et de publications, et enfin l'organisation d'une grande marche, tous les 25 novembre, contre les violences faites aux femmes.

Frédérique MARTZ

Présidente et directrice générale de l'Institut en santé génésique Women Safe & Children

L'Institut Women Safe & Children, basé à Saint-Germain-en-Laye, prend en charge les femmes victimes de divers types de violences depuis 2014. Frédérique Martz est à la tête d'une équipe de 51 professionnels issus des domaines médical, social et juridique. Elle veille à une prise en charge globale, active et bienveillante des femmes accueillies, luttant quotidiennement contre toutes les formes de violence faite aux femmes.

Retraçant son expérience pratique au quotidien, Frédérique Martz a rappelé le caractère structurel et systémique des violences combattues. Chiffres à l'appui, elle a dressé un bilan de la situation en France :

142 310 femmes victimes de violences conjugales en 2019 ; 213 000 femmes en moyenne déclarant être victimes de violences physiques ou sexuelles de la part d'un conjoint ou ex-conjoint ; 146 féminicides avérés en 2019. Les enfants, victimes collatérales de ces violences, ont été également évoqués par Madame Martz qui a rappelé l'ampleur des conséquences physiques et psychologiques de ces violences. C'est à la suite de ce constat qu'elle a co-fondé l'Institut Wouwen Safe avec le Dr Pierre Foldes, afin de proposer une réponse globale pour les femmes et enfants accueilli·e·s. Après avoir présenté de manière synthétique et didactique les activités et travaux de l'Institut, notamment via la diffusion d'un court reportage télévisé, elle a expliqué son objectif principal : proposer un accompagnement socio-médico-juridique ambulatoire, coordonné, personnalisé et gratuit, fondé sur la coopération entre professionnel·le·s de la santé et du social, afin de construire des chemins de sortie de la violence durables et vertueux.

L'Institut développe également d'importantes actions de prévention, notamment auprès des professionnel·le·s de la santé, du social, du monde universitaire, de la police et de la justice. La structure espère pouvoir servir de modèle, comme une expérience à analyser et à reproduire, afin de développer ce genre d'initiatives partout en France.

Patricia MOHAMMED

Professeure émérite en études de genre et études culturelles à l'Université West Indies - St Augustine (Trinité-et-Tobago), lauréate du prix Trinidad and Tobago National Gold Award pour l'ensemble de ses travaux en faveur des femmes

En introduction, Patricia Mohammed a souligné que les femmes sont clairement sous-représentées dans les institutions politiques : elles occupent seulement 29 % des sièges au Parlement. Elles sont davantage soumises au chômage et à la précarité, malgré l'avance indéniable des filles dans le système scolaire, et sont massivement victimes de violences et d'assassinats. Patricia Mohammed a rappelé les précédents en matière législative, avec un premier ensemble de textes adoptés dans les années 1980 et 1990, notamment consacrés au délit de viol marital et à la violence domestique, et une seconde génération dans les années 2000.

De plus, elle a mentionné les organisations et mouvements issus de la société civile, à l'instar de la Coalition de Trinité-et-Tobago contre la violence domestique, créée en 1988 et qui lutte depuis pour soutenir et aider les victimes, mais également pour sensibiliser les publics et mettre en place des actions de prévention. L'universitaire a présenté l'Institut pour le genre et le développement, qui mène des actions au niveau institutionnel, et précisé qu'il existe depuis les années 1980 un secrétariat d'État aux Femmes, créé dans le cadre des prémices d'une politique de genre organisée par l'État afin de prendre en considération et lutter contre les violences de genre, avec notamment l'instauration d'une Unité régionale de police contre ces formes spécifiques de violence. Patricia Mohammed a également évoqué la mobilisation de certaines entreprises et différentes organisations religieuses dans ce combat. L'une de ces initiatives est la création de foyers d'accueil pour la prise en charge des femmes battues et de leurs enfants.

Cela dit, malgré quatre décennies d'actions concertées que Patricia Mohammed a tenté de synthétiser brièvement, malgré les évolutions indéniables sur le plan de l'éducation, du travail, des politiques salariales et des opportunités professionnelles, les femmes sont toujours victimes de violences domestiques et de crimes liés au genre, qui ne cessent d'augmenter.

À la suite des questions posées par le public et aux réponses des participantes au webinaire, Anne-Claire Sanz-Gavillon a apporté quelques éléments de conclusion. Présentant des contextes très différents, les participantes ont démontré le profond ancrage des violences de genre dans les sociétés et la nécessité de la part des États de mener des actions globales, diversifiées et de longue haleine pour les combattre. Elles ont également témoigné de la très grande diversité et de la créativité des mouvements, organisations et associations tentant de combattre ces violences, sur le plan symbolique, juridique, médical, institutionnel ou familial. Enfin, toutes les interventions ont bien souligné, une fois de plus, la nécessité de penser des actions à l'échelle transnationale afin de lutter efficacement contre un fléau qui, malgré les particularités liées aux différents contextes, touche les femmes aux quatre coins de la planète.

E XECUTIVE REPORT

Series of webinars

WOMEN IN MOVEMENT IN LATIN AMERICA, THE CARIBBEAN AND EUROPE

Institut des Amériques

Agence française de développement

EU-LAC Foundation

(European Union - Latin America and the Caribbean)

Scientific coordination

Lissell QUIROZ

November 6, 13 and 27 of 2020

within the Week of Latin America and the Caribbean

Institut des Amériques
Campus Condorcet
5, cours des Humanités
93322 Aubervilliers Cedex
international.idameriques@gmail.com

Session 1

Women Get Organized

November 6th of 2020

Scientific coordination:

Lissell QUIROZ

Professor in Latin American Studies at CY Cergy Paris Université

This first session of the webinars “Women in Movement” was coordinated by Lissell Quiroz, professor in Latin-American studies at CY Cergy Paris Université (research unit AGORA - EA 7392). Entitled “Women get organized”, it sought to highlight women's capacity of action. Four socio-political, economic and scientific projects set up between Latin America and France were presented on this occasion. Speakers included Paula Forteza, Member of French Parliament for the Second Constituency of French People Abroad, Diariatou Kebe, Founder and President of Divéka (Diversité & Kids), Nancy Matos, Associate Professor of Marketing at ESAN (Peru) and President of the CLADEA Academic Committee, and Diana Rodríguez Franco, Women's Secretary for the District of Bogotá (Bogotá City Hall, Colombia). The webinar was divided into three parts (presentations, exchanges between the speakers and questions/answers with the audience) and was held in French and Spanish.

Paula FORTEZA

Member of the French Parliament for the Second Constituency of French People Abroad

Paula Forteza spoke first on the place of women in politics in France. Indeed, there have been many advances in terms of participation in the spheres of power in France with an increase in positions of responsibility held by women, particularly since the beginning of the five-year term where the number of women MPs has risen from 27% to 40%. There is, however, a glass ceiling, with the most strategic positions (party presidents, ministers, sovereign ministries, etc.) being occupied by a majority of men.

Worldwide, only 4% of parliamentarians are women; however, Latin America is in a good position internationally. Five countries are among the top ten countries with the highest number of women in parliament (Cuba, Bolivia, Mexico, Costa Rica, Nicaragua), ahead of France in seventeenth place. According to Paula Forteza, there are solutions to remedy this low participation rate in France, such as developing stricter gender parity policies, making progress on the sharing of household chores, putting in place a logic of co-presidency and sharing of responsibilities, breaking with the gendered division of affairs intended for men (finance, law, international affairs, sovereign matters) and those intended for women (social affairs, culture, family, ecology).

In politics, Paula Forteza notes that women's voices are less heard and have integrated a lack of legitimacy, while men tend to monopolize the voice and cut off their female counterparts. In the media, Paula Forteza points out that only 18% of those invited to speak during prime-time radio listening hours are women. To overcome this, Paula Forteza proposes collaboration at the European level with some male allies, as in the case of the “No Women No Panel” initiative, which consists of refusing to speak at events with exclusively male participation.

She denotes the existence of an ordinary sexism that is very present in the political world. The comment “you're doing well for a woman” is very common. According to Paula Forteza, women need to organize themselves to make these kinds of words and actions visible. She proposes various solutions such as the creation of girls' clubs to counter the logic of boys' clubs, networks of mutual aid and support between women, and above all, advocates knowing how to show humor to delegitimize sexist behavior.

The question of representativeness is a key issue in the fight for gender equality because women are at the forefront of many struggles, some of which are shared with Latin America, such as the fight against sexist and sexual violence. Paula Forteza highlighted the contribution of Latin American feminists in the third wave of feminism, with the movement “Ni una menos” or the concept of feminicide, which had no legal existence in France until a year ago. For her, France and Latin America must move forward hand in hand in the defense of sexual and reproductive rights such as the right to abortion in many Latin American countries or on issues such as access to care, paternity leave and equal pay.

Diariatou KEBE

President and founder of the association Divéka (Diversité & kids)

Diariatou Kebe presented the actions of Divéka, an association campaigning for the broadening of the representation of diversity in cultural productions aimed at young audiences in France. The association offers events such as meetings with authors or workshops on the theme of slavery. At the same time, the association is carrying out a study on the place of diversity in children's literature in France and is proposing an evaluation grid for cultural productions around questions of race, class, gender, age and disability.

According to a study carried out in the United States in 2018, 50% of characters in children's literature are white and male, with characters of Asian, Latin American or African American origin being less represented than animals and inanimate objects. However, there has been a slight improvement, because in 2015, 70% of books contained only white male characters. In the same way, except in African literature or in works dealing with the issue of racism, Diariatou Kebe observes that the representation of non-white children is not self-evident in French children's literature and that sexism is also very present.

It is from a personal experience and following the birth of her son ten years ago that Diariatou Kebe became aware of this phenomenon, not finding any book that counted the presence of characters resembling her son. Today, although diversity is much better represented in French children's literature, the issue is still far from being resolved. On the other hand, productions highlighting diversity –and although there is a market and an important demand– Afro Caribbean books remain impossible to find in supermarkets; the book *Comme un million de papillons noirs* (Like one Million Black Butterflies), which has enjoyed enormous success, illustrates this point. To remedy this invisibility, the association D'un Livre à l'Autre, an ally of Divéka, is promoting Afro Caribbean productions.

The Divéka association has also developed an evaluation grid with the aim of fighting against racist prejudices and clichés within children's literature, since the colonial imagination is still strongly rooted. This observation raises educational and ethical questions, as these materials are later found in schools and libraries. Diariatou Kebe takes as an example the book *Petit oursin* (Little Sea Urchin), which was published a few years ago and in which the protagonist, a little black girl with frizzy hair, has her mother ironing her hair. For Diariatou Kebe, it is important for black women to fight for the acceptance of frizzy hair and to get out of the white hegemonic canon of straight hair.

The Divéka grid makes it possible to analyze cultural productions through the prism of race, gender, class, age and ability, by asking certain questions such as “Do these characters appear in the foreground? Do these characters have a name? Are they described in detail?”. In this way, it allows for the analysis of indirect and systemic forms of discrimination.

Nancy MATOS

Associate Professor of Marketing at ESAN (Peru) and President of the Academic Committee CLADEA (Latin American Council of Schools of Administration)

Nancy Matos spoke about research conducted in collaboration with Luz Marina Ferro Cortés (Associate Professor in Strategy and Entrepreneurship at Universidad de los Andes) and Florence Pinot de Villechenon (Associate Professor at ESCP Business School and Director of CERALE) on women's innovative entrepreneurship in Peru, Argentina and Colombia. To do so, the team of researchers studied fifty-six cases of women entrepreneurs investing in different areas, not only in the social sector but also in sectors such as finance or experimental sciences, traditionally less represented by women. The research was carried out in three stages. In 2013, it started with reviewing the literature on women entrepreneurship. In 2016, the researchers focused on the creation of projects and networks of collaboration of women entrepreneurs to finally end on the process of internationalization of enterprises.

The results obtained show that the primary motivation of women contractors is based on the need to transform society. In other words, their entrepreneurial approach goes beyond a simple economic interest and is part of a broader transformational dynamic at the societal and environmental levels. These entrepreneurs acquire values throughout their career that they use to transform society, then build their network (process of co-creation of value) until their project is completed. Nancy Matos also highlighted the difficulties encountered in categorizing the different types of entrepreneurial projects in the cases studied, since in many cases they are still non-existent and, consequently, innovative industries.

For Nancy Matos, this scientific research must now open up to the process of confidence building, i.e. the way in which women manage to convince their economic partners towards the realization of their projects. Nancy Matos considers that innovative female entrepreneurship oriented towards socio-environmental projects aimed at transforming society should be supported, as they require more personal investment and collaborative networks. Nancy Matos insisted on the need to continue researching transformational projects of Latin American women contractors and, in conclusion, shared a video presenting different projects of innovative female entrepreneurship studied in the investigation.

Diana RODRÍGUEZ FRANCO

Women's Secretary of the District of Bogotá (City Hall of Bogotá, Colombia)

Diana Rodríguez Franco spoke about public policies for women in the city of Bogotá, Colombia, especially those implemented during the current health crisis. The lockdown period has resulted in increased gender inequalities (increased violence against women, increased care workload, feminization of poverty). In Bogotá, the containment measures have been particularly drastic; the time devoted to unpaid care work (washing, ironing, and caring for the elderly and children) has increased to five hours a day for women against two hours for men. These inequalities are all the more marked for women living in conditions of poverty, who are not able to benefit from domestic workers.

With regard to violence against women, there was a discrepancy between the number of reports made by telephone and the number of complaints reported to the police. Indeed, the number of reports increased sharply during confinement. However, this increase was not reflected in the number of complaints filed. The Bogotá City Hall was able to handle 70% of the twenty-two thousand calls received. Communication with abused women was done through the WhatsApp application, allowing them to communicate without exposing themselves. Economic inequalities also increased with the increase in the unemployment rate affecting women in particular, especially those working in the informal sector, and therefore with no job security.

In response to these inequalities, the City Council of Bogotá has implemented a series of initiatives such as the First District Level System of Care to recognize, redistribute and reduce women's unpaid care work. It has planned to open mobile units in the most vulnerable areas with little access to care and to provide

support programs for women. The first space for attention and care has been opened, where the elderly, minors or any type of person usually dependent on women can be received. A new security strategy (*estrategia de seguro*) was also implemented, allowing abused women to go to pharmacies, supermarkets or gas stations to ask for help and be redirected to the police or the Ministry of Women's Affairs. Services for the protection and prevention of feminicides have been set up and work teams have been created to find concrete solutions for the fight against violence and gender inequalities.

Session 2

Gender, Urbanism and Public Policies

November 13th of 2020

Scientific coordination:

Diana BURGOS-VIGNA

Professor in Latin American Studies at the Université Paris Nanterre

This second webinar of the “Women on movement” event focuses on the inclusion of women in European and Latin American cities. Diana Burgos-Vigna, scientific coordinator of this session and a Latin American Studies Professor at the Paris Nanterre University, highlights the double marginalization of women who find themselves excluded from both public spaces and the processes of urban planning. Cities remain predominantly planned “by and for men”. However, this is not a fatalistic statement, but rather a presentation of the strategies of civil society actors (town planners, architects, feminist associations...) as their original proposals reinforce the place of women in urban territories. The consideration of gender issues by international institutions and organizations in the field of public policies pursues the objective of building “fairer and more inclusive” cities. The experts invited to participate in this webinar presented methods and concrete actions experimented in their respective fields to achieve greater gender equality in various urban contexts, thus allowing for a comparative view between Latin American and Europe.

Claire HANCOCK

Professor of Geography and member of LAB’URBA at the Université Paris Est-Créteil

The first speaker of this conference, Claire Hancock, depicts the inclusion of gender issues by the prism of an inclusive citizenship, at the European scale (1996) and particularly at the French (2012) and Parisian (2016) scales. She describes the progress made in some European cities (Vienna, Berlin, Barcelona) but at the same time she emphasizes the gap between France and these cities improvement regarding this issue. However, at national level, gender has now its own place in French law: “The State and local authorities, as well as their public establishments, implement a policy for equality between women and men according to an integrated approach” (Article 1, Law of 2014 for equality between women and men). Initiatives and projects derived from this desire to integrate women, notably the production by the Paris city council of a methodological guide aimed at building “an egalitarian urban environment” (2016). Despite these recent developments and the institutional efforts made by European, national and local organizations, Claire Hancock outlines the limits of certain public policies that, while seeming inclusive, would in reality lead to the perpetration of new violence against the most excluded women such as workers, migrants, Muslims, homosexuals, sex workers, etc. According to her analysis, if urban policies only focus on security, they could lead to the displacement of vulnerable populations through a phenomenon of gentrification of territories and a potential recuperation of feminist projects by xenophobic movements. Therefore, she recommends the use of an intersectional approach. According to her, inclusive public policies require a definition of women that cannot be exclusive to white middle class women. This new definition of women would allow to take their diversity into account (ethnicity, religion, social class, sexual orientation) and to better respond to their need for urban integration.

Claire Hancock, as scientific coordinator of a comparative project called “Le(s) Pari(s) du genre”, (“Betting on the gender”, the French locution is a pun with the word “paris” which, while referring to the city also means bet), in partnership with the Paris City Council, stresses the importance of not confining inequalities to street harassment, as this would overshadow other fundamental issues such as domestic labour and violence, mobility, access to housing, etc. In order to think about gender in the urban environment, she advises opening up fields of action which, in France, are often reduced to a security concern.

Zaida MUXÍ MARTÍNEZ

Architect and professor at the Barcelona School of Architecture

The second panelist, Zaida Muxí, used the example of the Catalan city to demonstrate that it is a territory of innovation. Indeed, local public policies associate gender with urban planning by adapting urban environments through an intersectional perspective. In the case of Barcelona, this process started from the bottom in the 1960s and 1970s when women organized themselves through neighborhood movements to convey “concrete urban demands” regarding parks, childcare, improvement of public transport. Subsequently, public policies paid particular attention to daily life by putting it at the center of their thinking. This evolution was implemented with a policy of the Government of Catalonia in the field of transversality and gender and the activation of a Gender Justice Plan (2016-2020). Women are still the most affected by the responsibilities of household chores. In the Spanish context, they carry out 70% of these tasks, spending twice as much time on family and home as men. As women are the most involved in care, improving their daily life means recognizing the relevance of gender inequalities in this labour, for instance by integrating urban services to reduce these inequalities.

Zaida Muxí, founder of the network called “Un día, una arquitecta” (“One day, one female architect”) and creator of the blog Col·lectiu Punt 6, clearly states that “without these services, it is impossible to be a mother and to work in the productive world”. Through many urban planning projects achieved in Barcelona, she articulates her thinking around the need for inclusive developments which facilitate the daily life of all people regardless of gender, age or ability. She depicts the methodological effectiveness of exploratory walks and the participation of populations in planning in order to identify their specific needs. The development of nurseries for young children, the construction of playgrounds or the installation of benches for the elderly are concrete possibilities making the city more suitable for women. If urban planning roots itself in the notion of space, Zaida Muxí puts as much emphasis on the integration of life time in the design of cities. Benches, for example, allow relaxation but can also be considered as an “element of autonomy” for older people, offering them the possibility of extending their daily journeys. In Barcelona –a European model of the inclusive city– feminist public policies have recognized the need for soft infrastructures which have led to new ways of organizing people’s daily lives.

Patricia RETAMAL GARRIDO

Co-founder of Ciudad Feminista (Feminist City) and Professor of History and Geography at the University of Chile

The third speaker, Patricia Retamal Garrido, offers an analysis of the feminist movements effervescence, demanding their right to the city in relation to current events in Chile. She reports the context of social movements since October 18th 2019 repressed by state violence, while insisting on the negative impact of the Covid-19 pandemic on the situation. On one hand, the curfew leads to a continuation of the state of emergency and a reinforcement of the territories’ militarization. On the other hand, following “life precariousness”, a large number of problems arise such as territorial inequalities, lack of access to housing, mobility and health or the increase of domestic violence. Without submitting a simple fatalistic observation, Patricia Retamal Garrido considers the Chilean context as an opportunity, an opening to new proposals, an invitation to rethink traditional public policies.

In fact, social movements have favored the first step to change the Constitution as shown by the results of the October 25th 2020 referendum approved by 78% of voters. The local consolidation of social connections, the organization of women's networks and the reinvestment of public spaces could provide fertile ground for an evolution of urban policies. The demands carried by feminist activists have a bottom-up effect, starting from the realities on the field, and then influencing national policies just as the other examples discussed during this webinar. Through an intersectional approach and feminist popular education, the collective's actions aim to develop educational processes and tools for women. To this end, they have accomplished concrete progress on the feeling of insecurity, on the geography of fear in the southern zone of Santiago de Chile, or on the issue regarding women's bodies in space through sports schools, the mobility of cyclists, etc. The main claims of Ciudad Feminista concern women's rights, the right to the city, to property, to dignified housing and the promotion of common territories of multi-generational care. In the Latin American context, as the right to the city is already included in the Mexican Constitution (reformed in 2011) and advocated by the Colombian (1991) and Ecuadorian (2008) constituent assemblies, the future Chilean Constitution embodies feminist hopes for the integration of this right for women and children in the final text and in future urban policies.

Horacio TERRAZA

Urban development expert at the World Bank

Horacio Terraza, the fourth and last participant, presents a manual entitled *Handbook for Gender-Inclusive Urban Planning and Design* published by this international organization in early 2020. He portrays the systemic exclusion of women in the world's cities in terms of mobility, health and access to property, as well as their vulnerability to domestic violence and climate change. The difficulties that women face when trying to reach economic independence and land tenure increase these vulnerabilities, with land rights representing a motor for emancipation against women's socio-economic exclusion. According to Horacio Terraza, this exclusion results from a gendered division of labour where women traditionally occupy private space while men dominate public space. As a result, women find themselves excluded from decision-making in planning, for instance only 10% of women hold positions of power in the world's leading architectural firms. Beyond these observations, the World Bank is developing methods to achieve inclusive planning, to give women a place in public space and, above all, to incorporate their ideas into the process of planning. It is not a question of designing the city "as women would do" but rather "let them design it".

In order to better seize and integrate women's visions into these projects, the World Bank has executed several projects on a wide range of themes, allowing women to participate actively throughout the development process. In Mexico City (Mexico), these workshops are based on the recovery of security in public transport to prevent sexual harassment. In Vienna (Austria), this work has been so advanced in the areas of public space, public buildings, housing and transport that the city is now a model of inclusive planning that can be exported to other territories. In Mendoza (Argentina), women's groups have designed a public square according to their needs (sense of security, playgrounds for children). With the aim of building a fairer city for all, participation is a fundamental tool that allows women to find "a space where they feel legitimate to express their needs". An inclusive city would provide them with better accessibility, better connections, a health system that protects their rights and facilities designed for crisis situations caused by climate change and other factors.

Session 3

Violence Against Women: from Assessment to Action

November 27th of 2020

Scientific coordination:

Anne-Claire SANZ-GAVILLON

Lecturer in Latin American and Hispanic Studies at the Université Rouen-Normandie

This third and last session of the cycle of webinars “Women in Movement” offered several perspectives on the violence specifically experienced by women, with a particular focus on femicide. It was also a question of formulating observations, transmitting and sharing experiences, and presenting forms of action to fight against gender-based violence. The session was coordinated and moderated by Anne-Claire Sanz-Gavillon, lecturer in Hispanic studies at the University of Rouen-Normandy. Four speakers took part in the discussion: Mônica Tereza Benício, Brazilian human rights and LGBTI+ activist recently elected as City Councillor in Rio de Janeiro (Portuguese from Brazil); Priscila González Badilla, academic and member of the National Coordination of the Chilean Network against Violence towards Women (Spanish); Frédérique Martz, Director and co-founder of the Women Safe Institute which, since 2014, is welcoming women and children victims of violence (French); and Patricia Mohammed, Emerita Professor of Gender and Cultural Studies at the University of the West Indies - UWI of Trinidad and Tobago (English).

Anne-Claire Sanz-Gavillon introduced this comparative overview of gender violence and mobilisations in France and the Americas, insisting on the continuity between the different sessions of the series of webinars coordinated by Lissell Quiroz. She also raised, in a cross-cutting manner, the dynamism, creativity and great diversity of feminist movements and groups that are organising themselves to fight the difficulties faced by initiatives combating gender violence.

Mônica BENÍCIO

Urban planner, Brazilian activist for human rights and the LGBTI+ cause, former companion of Marielle Franco (assassinated on March 14th of 2018)

Mônica Benício has become a reference in the fight against inequality and discrimination, as such elected on November 15th 2020 as Rio de Janeiro City Councillor. Speaking for the first time since her electoral victory, she recalled her origins –she grew up in the Maré favela, in the northern zone of Rio de Janeiro, also Marielle Franco's place of origin–, the machismo and fundamentalism pervasive in Brazilian society and the importance of the fight against the government of Jair Bolsonaro. She pointed out the enormous rate of femicides in Brazil (the 5th country with the highest rate of femicides), in a political context marked by the President's hateful, misogynistic, racist and dangerous speech. From the murder of her partner –a black, feminist, lesbian, left-wing woman from a favela–, a crime that remains unpunished, she has found the strength to lead a political fight against racist and macho violence in Brazil. She expressed her views on the public policies to be put in place, particularly in relation to the right to abortion, which should be guaranteed by the public authorities, and the project for a society to be built in partnership with the international community.

This global dimension seems fundamental to her, for an anti-racist, anti-capitalist feminism, concerned about the environment, in the fight against transphobia, which protects the bodies of all women. Coming back to the murder of Marielle Franco, she recalled that the instigators of the crime have still not been identified, that the symbolism behind this barbaric act is immense and gives it a global dimension that goes beyond statistics: it is a question of talking about real policies against feminicides, and about democracy in Brazil. In the dramatic context of the fight against Covid-19, she insisted on her own responsibility at the territorial level, within a very masculine, fundamentalist, macho municipal chamber, in which debates concerning the lives of women, their right to move freely and safely in an enlightened and protective public space, to use public transport safely, are very often ignored. For her, “it is not enough to be a woman, you have to be a committed and feminist woman”, and she will intend to prove it during her term of office.

Priscila GONZÁLEZ BADILLA

Member of the National Coordination of the Chilean Network against Violence towards Women and Assistant Professor at the Bernardo O'Higgins University (Chile), specialist in violence against women in contemporary Chile

Priscila González Badilla began her speech with a brief overview of the situation in Chile recalling the importance of the mobilisations of the last decade: the social movement of October 2019 in Chile, the vote of Chileans in 2020 to change the Constitution that dated back to the Pinochet dictatorship, but also the student movements of 2010-2011 against neoliberal policies and the university feminist movement in 2018. The researcher and activist then tackled the issue of gender violence, underlining that Chile does not consider it in an integral and holistic way: the legal system is very segmented and does not offer a comprehensive approach. It distinguishes street violence, domestic violence and violence at work. The systems are largely insufficient, despite some progress. The repression of 2019 has shown the gendered and sexual nature of state violence, which also occurs in the areas of access to healthcare and the judicial system. For feminist movements, the definition of violence against women is very different from that proposed by the state. Indeed, Chilean feminist theory emphasizes the deep links between patriarchy, capitalism and racism, thus fighting against the exploitation and oppression of marginalized and colonized bodies, particularly those of the Mapuche communities in the south of Chile.

The speaker then presented the challenges and actions of the Chilean Network against Violence towards Women, that fights at all levels of the society. One of the challenges for the network is the development of concerted public policies, coupled with a drastic improvement of the judicial system. The collective also works on the prevention of violence by promoting awareness actions such as the campaign “Machismo kills”, the broadcasting of radio programmes, the use of social networks, the promotion of events, publications and, finally, the organisation of a big march each year on November 25th against violence towards women.

Frédérique MARTZ

President and Executive Director of the Women Safe & Children Institute (Saint-Germain-en-Laye, France)

The Women Safe & Children Institute is caring for women victims of various types of violence since 2014. Frédérique Martz heads a team of 51 professionals from the medical, social and legal fields. She ensures comprehensive, active and benevolent care for the women that come for help, fighting day after day against violence towards women. Based on her daily practical experience, Frédérique Martz recalled the structural and systemic nature of the violence she fights against. With figures to back up her speech, she gave an overview of the situation in France: 142,310 women victims of domestic violence in 2019; 213,000 women on average declaring themselves to be victims of physical or sexual violence by a spouse or ex-spouse;

146 feminicides proven in 2019. Children, collateral victims of this violence, were also mentioned by Ms Martz, who emphasized the extent of the physical and psychological consequences for them.

It was in response to this observation that she co-founded with Dr Pierre Foldes the Women Safe Institute, in order to propose a global response for women and children. After a synthetic and didactic presentation of the activities and work of the Institute, including a short television report, she explained its main objective: to offer coordinated, personalized and free outpatient socio-medical and legal support, based on cooperation between health and social professionals, in order to build sustainable and virtuous paths out of violence. The Institute also develops important prevention actions, particularly among health, social and academic professionals, the police and the judiciary. The structure hopes to serve as a model, an experiment to be analysed and reproduced, in order to develop this type of initiative throughout France.

Patricia MOHAMMED

Emerita Professor of Gender and Cultural Studies at the University of the West Indies - St Augustine, Trinidad and Tobago. Trinidad and Tobago National Gold Award for her work on behalf of women

In her introduction, Patricia Mohammed pointed out that women are clearly under-represented in political institutions: they occupy only 29% of the seats in Parliament. They are more subject to unemployment and insecurity, despite the undeniable advance of girls in the school system. They are also massive victims of violence and murder. Patricia Mohammed recalled the precedents in terms of legislation, with a first set of texts adopted in the 1980s and 1990s devoted to different questions as the crime of marital rape and domestic violence, and a second generation in the 2000s.

She also mentioned civil society organisations and movements, such as the Trinidad and Tobago Coalition against Domestic Violence, created in 1988, which has been fighting since then to support and help victims, but also to raise public awareness and carry out prevention actions. The academic presented the Institute for Gender and Development, which carries out actions at the institutional level, and pointed out that, since the 1980s, there has been a Secretariat of State for Women, created in the framework of the beginnings of a gender policy organized by the State to take into consideration and fight against gender-based violence, including the establishment of a regional police unit against these specific types of violence. Gender based violence is also fought against by certain companies and various religious organisations. One of the initiatives highlighted is the creation of shelters for the care of battered women and their children. That said, despite the four decades of concerted action she has attempted to briefly summarize, despite the undeniable changes in education, work, wage policies and professional opportunities, women are still victims of domestic violence and gender-related crimes, which are continuously increasing.

Following the questions asked by the audience and the answers of the webinar participants, Anne-Claire Sanz-Gavillon provided some concluding remarks. Presenting very different contexts, the participants demonstrated the deep-rooted nature of gender-based violence in societies and the need for States to carry out global, diversified and long-term actions to combat it. They also show the great diversity and creativity of movements, organisations and associations trying to fight such violence, on a symbolic, legal, medical, institutional or family level. Finally, all the interventions underlined, once again, the need to think about actions on a transnational scale in order to fight effectively against a scourge which, despite the particularities of the different contexts, affects women all over the world.

R EPORTE EJECUTIVO

Serie de webinars

Mujeres en movimiento en América latina, el Caribe y Europa

Institut des Amériques

Agence française de développement

Fundación EU-LAC

(Unión Europa - América Latina y el Caribe)

Coordinación científica

Lissell QUIROZ

6, 13 y 27 de noviembre de 2020

dentro de la Semana de América latina y del Caribe

Institut des Amériques
Campus Condorcet
5, cours des Humanités
93322 Aubervilliers Cedex
international.idameriques@gmail.com

Panel 1

Organizarse en femenino

6 de noviembre de 2020

Coordinación científica:

Lissell QUIROZ

Catedrática en estudios latinoamericanos en CY Cergy Paris Université

Esta primera sesión del webinar de «Mujeres en movimiento» ha sido coordinada por Lissell Quiroz, catedrática en estudios latinoamericanos en CY Cergy Paris Université (laboratorio AGORA - EA 7392). Se titulaba «Organizarse en femenino», buscaba poner de relieve la capacidad de acción de las mujeres. En esta ocasión se presentaron cuatro proyectos sociopolíticos, económicos y científicos establecidos entre América Latina y Francia. Entre los ponentes figuraron Paula Forteza, diputada de la segunda circunscripción de francesas y franceses en el extranjero, Diariatou Kebe, fundadora y presidenta de la asociación Divéka (Diversité & Kids), Nancy Matos, profesora adjunta de marketing de la Escuela de Administración de Negocios para Graduados-ESAN (Perú) y presidenta del Comité Académico de CLADEA (Consejo Latinoamericano de Escuelas de Administración), y Diana Rodríguez Franco, Secretaria de la Mujer del Distrito de Bogotá (alcaldía de Bogotá, Colombia). El seminario web se dividió en tres partes (presentaciones, intercambios entre los ponentes y preguntas/respuestas con el público) y se llevó a cabo en francés y en español.

Paula FORTEZA

Diputada de la segunda circunscripción de francesas y franceses en el extranjero

Paula Forteza habló primero sobre el lugar de las mujeres en la política en Francia. De hecho, se han producido muchos avances en cuanto a la participación en las esferas de poder en Francia, con un aumento del número de puestos de responsabilidad ocupados por mujeres, en particular desde el comienzo del quinquenio, cuando el número de mujeres parlamentarias ha pasado del 27% al 40%. Sin embargo, hay un techo de cristal con los puestos más estratégicos (presidentes de partido, ministros, los ministerios regios, etc.) ocupados por una mayoría de hombres.

En todo el mundo, sólo el 4% de los parlamentarios son mujeres, aunque América Latina ocupa una buena posición a nivel internacional. Cinco países latinoamericanos se encuentran entre los diez primeros países con mayor número de mujeres en el parlamento (Cuba, Bolivia, México, Costa Rica, Nicaragua), por delante de Francia que ocupa el decimoséptimo lugar. Según Paula Forteza, existen soluciones para subsanar esta baja tasa de participación en Francia, como la elaboración de políticas más estrictas de paridad entre los sexos, el avance en el reparto de las tareas domésticas, la introducción de un sistema de copresidencia y de responsabilidades compartidas y la ruptura de la división por sexos entre los asuntos de los hombres (finanzas, derecho, asuntos internacionales, asuntos de regalía) y de las mujeres (asuntos sociales, cultura, familia, ecología).

En política, Paula Forteza señala que las voces de las mujeres se escuchan menos porque han interiorizado el sentimiento de falta de legitimidad, mientras que los hombres tienden a monopolizar la palabra y a cortar la palabra de sus interlocutoras. En los medios de comunicación, la diputada señala que sólo el 18% de las personas invitadas a hablar en las horas de mayor audiencia en la radio son mujeres. Para superar esto, Paula Forteza propone la colaboración a nivel europeo con algunos aliados masculinos, como

es el caso de la iniciativa «No Women No Panel», que consiste en negarse a hablar en eventos con participación exclusivamente masculina.

Ella denota la existencia de un sexismo ordinario que está muy presente en la arena política. El comentario «siendo mujer, no lo haces mal» es muy común. Según Paula Forteza, las mujeres necesitan organizarse para hacer visible este tipo de palabras y acciones. Propone varias soluciones como la creación de «girls clubs» para contrarrestar la lógica de los «boys clubs», redes de ayuda mutua y apoyo entre mujeres y, sobre todo, aboga por mostrar humor para deslegitimar los comportamientos sexistas.

La cuestión de la representatividad es un tema clave en la lucha por la igualdad de género porque las mujeres están al frente de muchas luchas, algunas de las cuales son compartidas con América Latina, como la lucha contra la violencia sexista y sexual. Paula Forteza destacó la contribución de las feministas latinoamericanas en la tercera ola del feminismo, con el movimiento «Ni una menos» o el concepto de feminicidio, que no tenía existencia legal en Francia hasta hace un año. Para la diputada, Francia y América Latina deben ir de la mano en la defensa de los derechos sexuales y reproductivos, como el derecho al aborto en muchos países de América Latina o en cuestiones como el acceso a la atención médica, la licencia de paternidad y la igualdad de salarios.

Diariatou KEBE

Presidenta y fundadora de la asociación Divéka (Diversité & Kids)

Diariatou Kebe intervino para presentar las acciones de Divéka, una asociación que lucha por ampliar la representación de la diversidad en las producciones culturales dirigidas al público joven en Francia. La asociación propone eventos como reuniones de autores o talleres sobre el tema de la esclavitud. Paralelamente, la asociación realiza un estudio sobre el lugar de la diversidad en la literatura infantil en Francia y propone una tabla de evaluación de las producciones culturales en torno a cuestiones de raza, clase, sexo, edad y discapacidad.

Según un estudio realizado en Estados Unidos en 2018, el 50% de los personajes de la literatura infantil son blancos y masculinos, y los personajes de origen asiático, latinoamericano o afroamericano están menos representados que los animales y objetos inanimados. Sin embargo, se ha producido una ligera mejora, ya que en 2015 el 70% de los libros contenían sólo personajes masculinos blancos. Asimismo, con excepción de la literatura africana y de las obras que tratan de la cuestión del racismo, Diariatou Kebe observa que la representación de los niños no blancos no es frecuente en la literatura infantil francesa y que el sexismo también está muy presente.

Es a partir de la experiencia personal y tras el nacimiento de su hijo hace diez años que Diariatou Kebe se dio cuenta de este fenómeno, porque no encontraba ninguna obra que incluyera la presencia de personajes parecidos a su hijo. Hoy en día, aunque la diversidad está mucho mejor representada en la literatura infantil francesa, la cuestión está aún lejos de ser resuelta. Por otra parte, las producciones que ponen de relieve la diversidad –y aunque existen un mercado y una gran demanda– los libros afrocaribeños siguen siendo imposibles de encontrar en los supermercados; la obra *Comme un million de papillons noirs* (Como un millón de mariposas negras), que ha tenido un enorme éxito, ilustra este punto. Para subsanar esta invisibilización, la asociación D'un Livre à l'autre, aliada de Divéka, se encarga de poner de relieve las producciones afrocaribeñas.

La asociación Divéka también ha elaborado una tabla de evaluación con el fin de combatir los prejuicios y clichés racistas en la literatura infantil, ya que el imaginario colonial sigue estando muy arraigado. Esta observación plantea cuestiones educativas y éticas, ya que estos materiales se encuentran posteriormente en escuelas y bibliotecas. Diariatou Kebe toma como ejemplo el libro *Petit Oursin* (Pequeño erizo de mar), que salió hace unos años y en el que la protagonista, una niña negra con el pelo rizado, hace que su madre le planche el cabello. Para Diariatou Kebe, es importante que las mujeres negras luchen por la aceptación del cabello crespo y se salgan del canon hegemónico blanco de cabello liso.

La cuadrícula de Divéka permite analizar las producciones culturales a través del prisma de la raza, el género, la clase, la edad y la capacidad, haciendo ciertas preguntas como: ¿Aparecen estos personajes en primer plano? ¿Estos personajes tienen un nombre? ¿Están descritos en detalle? De esta manera, permite analizar la discriminación indirecta y las formas de discriminación sistémica.

Nancy MATOS

Profesora Asociada de Marketing en la Escuela de Administración de Negocios para Graduados-ESAN (Perú) y Presidenta del Comité Académico CLADEA (Consejo Latinoamericano de Escuelas de Administración)

Nancy Matos habló de la investigación realizada en colaboración con Luz Marina Ferro Cortés (Profesora Adjunta de Estrategia y Emprendimiento de la Universidad de los Andes) y Florence Pinot de Villechenon (Profesora Adjunta de la Escuela de Negocios ESCP y directora del CERALE) sobre el emprendimiento femenino innovador en Perú, Argentina y Colombia. El equipo de investigación estudió cincuenta y seis casos de mujeres empresarias que invirtieron en diferentes áreas, no sólo en el sector social sino también en sectores como las finanzas y las ciencias experimentales, que tradicionalmente han estado menos representados por mujeres. La investigación se llevó a cabo en tres etapas: 2013 se hizo la revisión de la literatura sobre emprendimiento femenino; en 2016 las investigadoras se centraron en la creación de proyectos y redes de colaboración y, por último, terminaron analizando el proceso de internacionalización de los proyectos de emprendimiento.

Los resultados obtenidos muestran que la motivación principal de las mujeres empresarias se basa en la necesidad de transformar la sociedad. En otras palabras, su enfoque empresarial va más allá de un simple interés económico y forma parte de una dinámica de transformación más amplia a nivel social y ambiental. Estas empresarias adquieren valores a lo largo de su carrera profesional que utilizan para transformar la sociedad, luego construyen su red (proceso de co-creación de valor) hasta que su proyecto se complete. Nancy Matos también destacó las dificultades con que se había tropezado para clasificar los diferentes tipos de proyectos empresariales en los casos estudiados, ya que en muchos casos se trataba de industrias que todavía no existían y, por consiguiente, de industrias innovadoras.

Para Nancy Matos, esta investigación científica debe abrirse ahora al proceso de creación de confianza, es decir, a cómo las mujeres logran convencer a sus socios económicos para la realización de sus proyectos. Ella cree que se debe apoyar la iniciativa empresarial femenina innovadora orientada a proyectos socio-ambientales y de transformación social, ya que requieren una inversión más personal y redes de colaboración. Por último, Nancy Matos subrayó la necesidad de seguir investigando los proyectos de transformación de las mujeres empresarias de América Latina. En conclusión, compartió un vídeo en el que se presentaban diferentes proyectos innovadores de mujeres empresarias estudiados en la encuesta.

Diana RODRÍGUEZ FRANCO

Secretaria de la Mujer de la alcaldía de Bogotá (Colombia)

Diana Rodríguez Franco trató del tema de las políticas públicas para las mujeres en la ciudad de Bogotá, Colombia, en particular de las que se aplicaron durante la actual crisis sanitaria. El período de confinamiento dio lugar a un aumento de las desigualdades entre los géneros (aumento de la violencia contra la mujer, aumento del trabajo de cuidado, feminización de la pobreza). En Bogotá, las medidas de contención fueron particularmente drásticas, ya que el tiempo dedicado a las tareas de cuidado no remuneradas (lavar, planchar, cuidar de los ancianos y los niños) aumentó a cinco horas diarias en el caso de las mujeres, en comparación con dos horas en el caso de los hombres. Estas desigualdades son aún más marcadas en el caso de las mujeres que viven en condiciones de pobreza, que no pueden beneficiarse de empleadas domésticas.

Respecto a la violencia contra la mujer, existe una discrepancia entre el número de denuncias realizadas por teléfono y el número de denuncias presentadas a la policía. De hecho, el número de quejas ha

aumentado considerablemente durante el período de confinamiento. Sin embargo, este aumento no se reflejó en el número de denuncias presentadas. La alcaldía de Bogotá pudo manejar el 70% de las veintidós mil llamadas recibidas. La comunicación con las mujeres maltratadas se llevó a cabo a través de la aplicación WhatsApp, lo que les permitió comunicarse sin exponerse. Las desigualdades económicas también han aumentado al incrementarse la tasa de desempleo, lo que afecta en particular a las mujeres, sobre todo a las que trabajan en el sector informal, por consecuencia, sin seguridad en el empleo.

Para hacer frente a estas desigualdades, la alcaldía de Bogotá ha puesto en marcha una serie de iniciativas, como el Primer Sistema de Cuidado a nivel de Distrito en América Latina, para reconocer, redistribuir y reducir el trabajo de cuidado no remunerado de las mujeres. Tiene previsto abrir unidades móviles en las zonas más vulnerables con escaso acceso a la atención y ofrecer programas de apoyo a las mujeres. Se ha abierto el primer espacio de atención y cuidado, en el que se puede recibir a personas mayores, menores de edad o cualquier tipo de persona que sea habitualmente dependiente de las mujeres. También se ha establecido un nuevo programa de estrategia de seguro que permite a las mujeres maltratadas acudir a farmacias, supermercados o gasolineras para pedir ayuda y así ser redirigidas a la policía o al Ministerio de Asuntos de la Mujer. Se han creado servicios de protección y prevención del feminicidio y se han creado equipos de trabajo para encontrar soluciones concretas para combatir la violencia y la desigualdad de género.

Panel 2

Género, urbanismo y políticas públicas

13 de noviembre de 2020

Coordinación científica:

Diana BURGOS-VIGNA

Catedrática en estudios latinoamericanos en la Université Paris Nanterre

Este segundo webinar del coloquio «Mujeres en movimiento» trata de la inclusión de las mujeres en las ciudades europeas y latinoamericanas. Diana Burgos-Vigna, coordinadora científica de esta sesión y catedrática en estudios latinoamericanos en la Universidad Paris Nanterre, destaca una doble marginación de las mujeres porque ellas son excluidas tanto de los espacios públicos como de los procedimientos de planificación. Las ciudades siguen siendo planificadas «por y para los hombres». Sin embargo, superar esos resultados fatalistas es la meta de este coloquio donde se exponen las estrategias de los actores de la sociedad civil (urbanistas, arquitectos, asociaciones feministas) porque sus propuestas novedosas fortalecen el lugar de las mujeres en los territorios urbanos. En el campo de las políticas públicas, el hecho de que las instituciones y los organismos internacionales consideren la problemática del género tiene como objetivo la construcción de ciudades «más justas e inclusivas». Los expertos invitados a participar en este webinar presentan métodos y acciones concretas, experimentados en sus campos respectivos, para alcanzar una mayor igualdad de género en una variedad de contextos urbanos que permite así una visión comparativa América Latina/Europa.

Claire HANCOCK

Catedrática de geografía y miembro del LAB'URBA en la Universidad Paris Est-Créteil

La primera participante de este coloquio, Claire Hancock, presenta la problemática del género, desde la perspectiva de una ciudadanía inclusiva, a escala europea (1996) y más precisamente a escala francesa (2012) y parisina (2016). Ella pone de relieve los avances realizados en ciertas ciudades de Europa (Viena, Berlín, Barcelona) y enfatiza un retraso francés respecto a ellas en esta área. Actualmente, a nivel nacional, el género está presente en el derecho francés: «El Estado y las colectividades territoriales y establecimientos públicos tienen que aplicar una política de igualdad entre mujeres y hombres según un enfoque integrado» (Artículo 1, Ley de 2014 para la igualdad entre mujeres y hombres). Esa voluntad de integración de las mujeres dio origen a iniciativas y proyectos, en particular la elaboración por el ayuntamiento de París de una guía metodológica dedicada a construir «un entorno urbano igualitario» (2016). A pesar de esas evoluciones recientes y de los esfuerzos institucionales por parte de los organismos europeos, nacionales y locales, Claire Hancock subraya los límites de ciertas políticas públicas que, aparentemente inclusivas, en realidad conducirán a crear nuevas violencias contra las mujeres más excluidas (obreras, migrantes, musulmanas, homosexuales, trabajadoras sexuales, etc.). Según su análisis, cuando las políticas urbanas solo se enfocan en la seguridad, podrían provocar un desplazamiento de las poblaciones más vulnerables, mediante un proceso de gentrificación, y una potencial recuperación de los proyectos feministas por parte de movimientos xenófobos. Por eso, recomienda un enfoque interseccional en relación con el género. Según ella, las políticas públicas inclusivas exigen una definición de las mujeres que no puede ser exclusiva (mujeres blancas, de clase media). Esta ampliación de la visión de las mujeres autorizaría su observación tomando en

cuenta sus diversidades (etnia, religión, clase social, orientación sexual) para satisfacer mejor sus necesidades de integración urbana.

Claire Hancock en su calidad de coordinadora científica del proyecto comparativo llamado «Le(s) Pari(s) du genre», («Las apuestas del género», la expresión francesa implica un juego de palabra con «pari» que significa apuesta), en colaboración con el ayuntamiento de París, insiste en la importancia de no limitar las desigualdades al acoso callejero ya que esto ocultaría otras cuestiones fundamentales como el trabajo en el hogar y la violencia doméstica, la movilidad, el acceso a la vivienda, etc. Para reflexionar sobre el género en el medio urbano, aconseja una apertura de los ámbitos de acción, los cuales se reducen muchas veces a una cuestión de seguridad en Francia.

Zaida MUXÍ MARTÍNEZ

Arquitecta y profesora en la Escuela Técnica Superior de Arquitectura de Barcelona

La segunda panelista, Zaida Muxí, utiliza el ejemplo de la ciudad catalana para demostrar que constituye un territorio innovador. De hecho, las políticas públicas vinculan el género al urbanismo con una adaptación de los entornos urbanos desde una perspectiva interseccional. En el caso de Barcelona, el proceso empezó desde abajo, en los años 1960-1970, cuando las mujeres se organizaban en los movimientos vecinales para hacer valer unas «demandas urbanas concretas» (parques, guarderías, mejora del transporte público). Las políticas urbanas prestaron después una atención particular a la vida cotidiana, ubicándola en el centro de la reflexión. Esta evolución se materializó dentro de una política del gobierno catalán en el campo de la transversalidad y del género y de la activación de un Plan para la Justicia de Género (2016-2020). Las mujeres siguen siendo las más afectadas por la carga de tareas domésticas. En el contexto español, realizan el 70% de dichas tareas dedicándoles así el doble de tiempo que los hombres. Las mujeres son las principales actrices del *care* y por eso mejorar su cotidiano significa reconocer la importancia de las desigualdades de género en esta labor, integrando, por ejemplo, servicios urbanos que reduzcan esas desigualdades.

Zaida Muxí, fundadora de la red denominada «Un día, una arquitecta» y autora del blog «Col·lectiu Punt 6», plantea que «sin esos servicios, es imposible ser madre y trabajar en el mundo productivo». Desarrollando una serie de ejemplos, orienta su reflexión hacia la necesidad de infraestructuras inclusivas que simplifiquen la vida cotidiana de toda la población sin discriminación de género, edad o capacidad. Hace hincapié en la eficiencia metodológica de las marchas exploratorias y de la participación de las poblaciones en la planificación porque eso permite una identificación de sus necesidades específicas. El desarrollo de las guarderías para los niños pequeños, la construcción de áreas de juegos o la instalación de bancos para los ancianos son posibilidades concretas para adaptar mejor la ciudad a las mujeres. Dado que el espacio está en el centro de la planificación urbana, Zaida Muxí insiste tanto en la integración del tiempo de vida como en el diseño de las ciudades. Los bancos, por ejemplo, permiten descansar, pero también pueden considerarse como «un elemento de autonomía» para las personas mayores, ofreciéndoles la posibilidad de alargar sus paseos diarios. En Barcelona, modelo europeo de ciudad inclusiva, las políticas públicas feministas han reconocido la necesidad de una infraestructura dúctil, lo que ha generado nuevas formas de organizar la vida cotidiana de las personas.

Patricia RETAMAL GARRIDO

Co-fundadora de Ciudad Feminista y profesora de historia y geografía en la Universidad de Chile

La tercera panelista, Patricia Retamal Garrido, comparte un análisis de la efervescencia de los movimientos feministas que reclaman su derecho a la ciudad en relación con la actualidad chilena. Describe el contexto de los movimientos sociales reprimidos con violencia por el Estado desde el 18 de octubre de 2019 y recuerda que la situación se está empeorando en consecuencia de la pandemia de Covid-19. Por una parte, el toque de queda establece una continuidad del estado de emergencia y un fortalecimiento de la militarización de los territorios. Por otra parte, la «precariedad de la vida» conlleva la visibilidad de un

montón de problemas como las desigualdades territoriales, la falta de acceso a la vivienda, la movilidad y la salud, y el aumento de la violencia doméstica. Evitando un análisis fatalista, Patricia Retamal Garrido considera el contexto chileno como una oportunidad, una apertura a nuevas propuestas, una invitación a pensar de otra forma las políticas públicas tradicionales.

En efecto, los movimientos sociales han favorecido la aprobación del proceso constituyente como lo demuestran los resultados del reciente referéndum del 25 de octubre de 2020 con un 78% de los votantes a favor del cambio. La consolidación local de las relaciones sociales, la organización de redes de mujeres y la re-ocupación de los espacios públicos podrían constituir un terreno fértil para la evolución de las políticas urbanas. Al igual que los demás ejemplos propuestos en este webinar, las reivindicaciones tienen un efecto *bottum-up*, desde las realidades locales llevadas por las activistas feministas hasta una influencia en las políticas nacionales. Mediante un enfoque interseccional y con una educación popular feminista, las acciones del colectivo tienen como objetivo el desarrollo de procesos y herramientas pedagógicas para las mujeres. Con este objetivo, Ciudad Feminista llevó a cabo trabajos concretos sobre el sentimiento de inseguridad y la geografía del miedo en la zona Sur de Santiago de Chile, o sobre el tema del cuerpo de la mujer en el espacio a través de las escuelas deportivas, la movilidad de los ciclistas, etc. Las principales demandas de Ciudad Feminista tratan de los derechos de las mujeres, del derecho a la ciudad, a la propiedad, a una vivienda digna y de la promoción de espacios comunes de cuidado multigeneracional. En el contexto latinoamericano, el derecho a la ciudad ya está incluido en la Constitución mexicana (reformada en 2011) y fue promovido por las asambleas constituyentes de Colombia (1991) y Ecuador (2008); por ese motivo, la próxima Constitución chilena encarna las esperanzas feministas de integración de este derecho de las mujeres y los niños no sólo en el texto final sino también en las futuras políticas urbanas.

Horacio TERRAZA

Experto en desarrollo urbano del Banco Mundial

Horacio Terraza, el cuarto y último panelista, presenta un manual titulado *Handbook for Gender-Inclusive Urban Planning and Design (Guía para una planificación y un diseño urbano con perspectiva de género)*, publicado por esta organización internacional a principios de 2020. Saca a la luz la exclusión sistémica de las mujeres en las ciudades del mundo en materia de movilidad, salud y acceso a la propiedad, así como su vulnerabilidad a la violencia doméstica y al cambio climático. Las dificultades que sufren las mujeres para lograr ser independientes económicamente y para ser propietarias aumentan esas vulnerabilidades, el derecho a la tierra representa aquí un vector de emancipación frente a la exclusión socioeconómica de la mujer. Para Horacio Terraza, esta exclusión deriva de una división del trabajo por género en la que las mujeres ocupan tradicionalmente el espacio privado mientras que los hombres dominan el espacio público. Como consecuencia, las mujeres están excluidas de la toma de decisiones en la planificación ya que sólo el 10% de las mujeres, por ejemplo, ocupa puestos de poder en las firmas de arquitectura más potentes del mundo.

Más allá de estas observaciones, el Banco Mundial está desarrollando métodos para lograr una planificación inclusiva y para que las mujeres tengan un lugar en el espacio público, pero sobre todo para incluir sus ideas en el ordenamiento territorial. No se trata de diseñar la ciudad «como lo harían las mujeres» sino de «dejar que ellas la diseñen». Para entender mejor e incluir las visiones de la mujer en esos proyectos, el Banco Mundial ha llevado a cabo varios proyectos con temas amplios, que permiten a las mujeres una participación activa a lo largo del proceso de desarrollo. En la Ciudad de México (México), estos talleres se basan en la recuperación de la seguridad en el transporte público para evitar el acoso sexual. En Viena (Austria), la labor ha avanzado tanto en los ámbitos de espacio público, edificios públicos, vivienda y transporte que la ciudad ahora representa un modelo de planificación integradora que se puede exportar hasta otros territorios. En Mendoza (Argentina), los grupos de mujeres han diseñado una plaza pública según sus necesidades (sentimiento de seguridad, estas áreas de juego infantiles). Para construir una ciudad más justa para todos, la participación es una herramienta fundamental que permite a las mujeres encontrar un espacio «en el que se sientan legítimas para expresar sus necesidades». Una ciudad inclusiva permitiría una

mejor accesibilidad, conectividad, un sistema de salud que proteja sus derechos, y por último instalaciones diseñadas para situaciones de crisis causadas por el cambio climático y otros factores.

Panel 3

Violencias hacia las mujeres: balance y acción

27 de noviembre de 2020

Coordinación científica:

Anne-Claire SANZ-GAVILLON

Profesora titular en estudios hispánicos y latinoamericanos en la Université Rouen-Normandie

En esta tercera y última sesión del ciclo de webinarios «Mujeres en movimiento», se ofrecieron varias perspectivas sobre las violencias que sufren específicamente las mujeres, con especial atención a los feminicidios. También se trataba de formular observaciones, transmitir y compartir experiencias y presentar distintas formas de acción para luchar contra la violencia de género. La sesión fue coordinada y moderada por Anne-Claire Sanz-Gavillon. Cuatro oradoras participaron en los debates: Mônica Tereza Benício, recién elegida consejera de la ciudad de Rio de Janeiro, activista brasileña de derechos humanos y de las causas LGBTI+ (en portugués); Priscila González Badilla, académica y miembro de la coordinación de la Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres (en español); Frédérique Martz, directora y cofundadora del Instituto Women Safe & Children, que desde 2014 acoge a mujeres y niños víctimas de la violencia (en francés); y Patricia Mohammed, profesora emérita de estudios de género y cultura de la Universidad de las Indias Occidentales - UWI de Trinidad y Tobago (en inglés).

Anne-Claire Sanz-Gavillon presentó este panorama comparativo de la violencia de género y las movilizaciones en Francia y en América, insistiendo en la continuidad entre las diferentes sesiones del webinar coordinado por Lissell Quiroz. También planteó, de manera transversal, el dinamismo, la creatividad y la gran diversidad de los movimientos y grupos feministas que se están organizando para luchar contra las dificultades que enfrentan las iniciativas para combatir la violencia de género.

Mônica BENÍCIO

Urbanista, activista brasileña de los derechos humanos y de la causa LGBTI+, ex compañera de Marielle Franco (asesinada el 14 de marzo de 2018)

Mônica Benício se ha convertido en una referencia en la lucha contra la desigualdad y la discriminación, por lo que fue elegida el 15 de noviembre de 2020 concejala de la ciudad de Río de Janeiro. Hablando por primera vez desde su victoria electoral, recordó sus orígenes –creció en la favela de La Maré, en la zona norte de Río de Janeiro, también el lugar de origen de Marielle Franco–, el machismo y el fundamentalismo que invade la sociedad brasileña y la importancia de la lucha contra el gobierno de Jair Bolsonaro. Mencionó la enorme tasa de feminicidios en Brasil (el quinto país con la tasa más alta en el mundo), en un contexto político marcado por el discurso de odio, misógino, racista y peligroso del Presidente. A partir del asesinato de su pareja –una mujer negra, feminista, lesbiana, socialista y de favela–, crimen que ha quedado impune, ha encontrado la fuerza para liderar una lucha política contra la violencia racista y machista en Brasil. Expresó su opinión sobre las políticas públicas que se han de aplicar, en particular en relación con el derecho al aborto, que debe ser garantizado por los poderes públicos, y el proyecto social que se ha de construir en colaboración con la comunidad internacional.

Esta dimensión global le parece fundamental para liderar un feminismo antirracista, anticapitalista y con conciencia ecológica, que lucha contra la transfobia y protege el cuerpo de todas las mujeres. Volviendo al asesinato de Marielle Franco, recordó que aún no se ha identificado a los instigadores del crimen, que el simbolismo de este acto de barbarie es inmenso y le da una dimensión global que va más allá de las estadísticas: se trata de hablar de políticas reales contra el feminicidio y también de la democracia en Brasil. En el dramático contexto de la lucha contra el Covid-19, insistió en su propia responsabilidad a nivel territorial, dentro de una cámara municipal muy masculina, fundamentalista y machista, en la que los debates sobre la vida de las mujeres, su derecho a circular libremente y con seguridad en un espacio público iluminado y protector, a utilizar el transporte público con seguridad, son a menudo ignorados. Para ella, «no basta con ser mujer, hay que ser una mujer comprometida y feminista», y tiene la intención de demostrarlo durante su mandato.

Priscila GONZÁLEZ BADILLA

Miembro de la Coordinación Nacional de la Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres y Profesora adjunta de la Universidad Bernardo O'Higgins de Chile, especialista en violencia contra las mujeres en el Chile contemporáneo

Priscila González Badilla comenzó su intervención con una breve reseña de la situación chilena, recordando la importancia de las movilizaciones de la última década: el movimiento social de octubre de 2019 en Chile, el voto de las chilenas y los chilenos en 2020 para cambiar la Constitución redactada y aprobada durante la dictadura de Pinochet, pero también los movimientos estudiantiles de 2010-2011 contra las políticas neoliberales y el movimiento feminista universitario en 2018.

A continuación, la investigadora y activista abordó el tema de la violencia de género, recordando que Chile no la considera de manera integral y holística: el sistema jurídico está muy segmentado, no ofrece una atención global y distingue entre violencia callejera, violencia doméstica y violencia laboral. Las medidas son insuficientes, a pesar de algunos progresos. La represión de 2019 ha demostrado la naturaleza sexual y de género de la violencia estatal, que también se produce en las áreas de acceso a la atención sanitaria y del poder judicial. Para los movimientos feministas, la definición de la violencia contra la mujer es muy diferente de la propuesta por el Estado: en efecto, la teoría feminista chilena insiste en los profundos vínculos entre el patriarcado, el capitalismo y el racismo, luchando así contra la explotación y la opresión de los cuerpos marginalizados y colonizados, especialmente los de las comunidades mapuches del sur de Chile.

Luego, presentó los desafíos y las acciones de la Red Chilena contra la Violencia hacia las Mujeres, que lucha en todos los niveles de la sociedad. Uno de los objetivos de la red es el desarrollo de políticas públicas concertadas, junto con una mejora drástica del sistema judicial. El colectivo también trabaja en la prevención de la violencia mediante la promoción de actividades de sensibilización como la campaña «El machismo mata», la difusión de programas de radio, el uso de las redes sociales, la promoción de eventos, publicaciones y, por último, la organización de una gran marcha cada 25 de noviembre contra la violencia hacia las mujeres.

Frédérique MARTZ

Presidenta y directora ejecutiva del Instituto Women Safe & Children (Saint-Germain-en-Laye, Francia)

El Instituto Women Safe & Children atiende desde 2014 a mujeres víctimas de diversos tipos de violencia, dirige un equipo de 51 profesionales que pertenecen al ámbito médico, social y jurídico. Brinda una atención integral, activa y gratuita a las mujeres que acoge, luchando diariamente contra la violencia hacia las mujeres.

Volviendo a trazar su experiencia práctica diaria, Frédérique Martz recordó la naturaleza estructural y sistémica de la violencia combatida. Dio cifras para apoyar su visión de la situación en Francia:

142 310 mujeres víctimas de violencia doméstica en 2019; un promedio de 213 000 mujeres que denuncian violencia física o sexual por parte de un cónyuge o excónyuge; 146 feminicidios en 2019. La Sra. Martz también mencionó a las niñas y los niños, víctimas colaterales de esa violencia, y recordó el alcance de las consecuencias físicas y psicológicas. En respuesta, cofundó con el Dr Pierre Foldes el Instituto Woven Safe, con el fin de proponer una respuesta global para las mujeres, las niñas y los niños que están bajo su cuidado. Tras una presentación sintética y didáctica de las actividades y la labor del Instituto, que incluyó un breve reportaje televisivo, explicó su principal objetivo: ofrecer un apoyo médico-social-jurídico ambulatorio, coordinado, personalizado y gratuito, basado en la cooperación entre los profesionales de la salud y los profesionales sociales, a fin de construir vías sostenibles y virtuosas para salir de la violencia.

El Instituto también desarrolla importantes acciones de prevención, en particular entre los profesionales sanitarios, sociales y académicos, la policía y la justicia. La estructura espera servir de modelo, un experimento que se analizará y reproducirá, para desarrollar este tipo de iniciativa en toda Francia.

Patricia MOHAMMED

Profesora emérita de estudios de género y Cultura en la Universidad de las Indias Occidentales (Campus de San Agustín, Trinidad y Tobago), galardonada con el Trinidad and Tobago National Gold Award por todo su trabajo en favor de las mujeres

En su introducción, Patricia Mohammed señaló que las mujeres están claramente subrepresentadas en las instituciones políticas: sólo ocupan el 29% de los asientos del Parlamento. Están más expuestas al desempleo y la inseguridad, a pesar del innegable avance de las niñas en el sistema escolar, y son víctimas masivas de la violencia y el asesinato. Patricia Mohammed recordó los sucesivos avances en el ámbito legislativo, con un primer conjunto de textos aprobados en los decenios de 1980 y 1990 sobre temas como el delito de violación conyugal y la violencia doméstica, y una segunda generación de leyes en el decenio de 2000.

También mencionó organizaciones y movimientos de la sociedad civil, como la Coalición de Trinidad y Tobago contra la Violencia Doméstica, que se creó en 1988 y que ha trabajado desde entonces para apoyar y ayudar a las víctimas, pero también para sensibilizar a la opinión pública y adoptar medidas preventivas. La académica presentó el Instituto de Género y Desarrollo, que lleva a cabo acciones a nivel institucional, y señaló que desde los años 1980 existe una Secretaría de Estado de la Mujer, creada en el marco de los inicios de una política de género organizada por el Estado para tomar en consideración y combatir la violencia de género, incluyendo la creación de una Unidad Regional de Policía contra estos tipos específicos de violencia. Mencionó también algunas empresas y diversas organizaciones religiosas que actúan contra la violencia hacia las mujeres. Una de las iniciativas destacadas es la creación de refugios para el cuidado de mujeres maltratadas, que atiende también a las hijas e hijos. Dicho esto, a pesar de los cuatro decenios de acción concertada que ha tratado de resumir brevemente y a pesar de la innegable evolución de la educación, el trabajo, las políticas salariales y las oportunidades profesionales, las mujeres siguen siendo víctimas de la violencia doméstica y los delitos relacionados con el género, que aumentan constantemente.

Tras las preguntas formuladas por el público y las respuestas de las participantes en el webinar, Anne-Claire Sanz-Gavillon formuló algunas observaciones finales. Al presentar contextos muy diferentes, las participantes demostraron el carácter profundamente arraigado de la violencia basada en el género en las sociedades y la necesidad de que los Estados lleven a cabo acciones globales, diversificadas y a largo plazo para combatirla. También dieron testimonio de la gran diversidad y creatividad de los movimientos, organizaciones y asociaciones que tratan de combatir esa violencia, ya sea a nivel simbólico, jurídico, médico, institucional o familiar. Por último, todas las intervenciones subrayaron claramente, una vez más, la necesidad de pensar en acciones a escala transnacional para luchar eficazmente contra un flagelo que, a pesar de las particularidades vinculadas a los diferentes contextos, afecta a las mujeres de todo el mundo.